

LES PRÉCURSEURS

AVEC LA GUERRE FROIDE, UN RÉSEAU D'INTELLECTUELS ANTICOMMUNISTES NAÎT AUX ÉTATS-UNIS ET S'ÉTEND DANS L'ENSEMBLE DU MONDE OCCIDENTAL

Dès le début de la guerre froide, face à la menace soviétique, un groupe de sociologues américains de la côte Est a mis en place un système d'expertise au service de la politique intérieure et extérieure des États-Unis. Dans le contexte géopolitique et politique spécifique de l'époque, ils ont cherché à promouvoir le social-libéralisme et la démocratie et à imposer un modèle d'intellectuel public, entre science et politique. L'histoire de ces intellectuels emblématiques, issus des rangs des *liberals* et dont beaucoup se sont plus tard convertis au néoconservatisme, est indissociable de l'évolution sociale, politique, culturelle, mais aussi géopolitique des États-Unis depuis la fin des années 1940. Nous en retraçons ici les grandes lignes.

NAISSANCE D'UN MOUVEMENT INTELLECTUEL ANTICOMMUNISTE AUX ÉTATS-UNIS

DES VALEURS AMÉRICAINES TRIOMPHANTES MAIS MENACÉES

Tout d'abord, les années d'après-guerre ont été, aux États-Unis, des années d'euphorie : l'Amérique, qui avait moins souffert que l'Europe dans une guerre qui, comme en 1914-1918, s'était

déroulée hors de son territoire et dans laquelle elle s'était engagée relativement tard, triomphait sur de nombreux plans. Elle pensait avoir réussi à propager les valeurs de démocratie et de liberté dans une grande partie du monde. Enfin, sa santé économique était excellente. Dans cette prospère « *société des cols blancs* », selon l'expression de Charles Wright Mills (Mills, 2002), le progrès et la prospérité semblaient à la portée de tous et, les troupes américaines contrôlant une partie de l'Europe, ainsi que le Japon, l'Amérique était en passe de conserver son hégémonie mondiale. Sur le plan de la vie intellectuelle et artistique, l'heure était également à l'optimisme.

Pourtant, dès 1949, l'Amérique a dû faire face à un certain nombre de chocs qui allaient assombrir quelque peu son horizon : l'arrivée au pouvoir de Mao en Chine, l'instabilité géopolitique en Amérique latine et en Asie, marquée de surcroît par la guerre de Corée, et la rivalité entre les ambitions stalinienne et américaines en Europe ont marqué le début de la désillusion. Du reste, certains pays, à l'instar de la France, même s'ils se situaient dans le camp occidental, affichaient ouvertement une neutralité, si ce n'est une distance envers les États-Unis. À l'intérieur même du pays, des tensions, dues à la guerre froide, se manifestaient. Dans cette Amérique de l'après Roosevelt, « l'ennemi » du pouvoir était le progressisme, incarné par les syndicats, ainsi que par l'*establishment* libéral et les intellectuels de gauche. À partir de 1950, un climat de répression s'est instauré, relayé par le mac-carthysme, et s'est poursuivi après que McCarthy a été écarté des responsabilités politiques par Eisenhower en 1954. Le poids de la guerre froide et de l'influence, ressentie comme forte, du parti communiste à l'intérieur des États-Unis a été, à l'époque, lourde de conséquence.

Au sein de la communauté intellectuelle, des convictions apparemment solides – un président fort, le modèle keynésien, la nécessité d'une coopération avec l'URSS, le rôle de l'ONU – ont été peu à peu ébranlées. Bien des choses paraissaient en décalage par rapport à la réalité d'après-guerre : sur le plan intérieur, certains secteurs économiques souffraient d'une sous-production chroni-

que et l'élan libéral semblait s'essouffler. Bref, certaines recettes, efficaces dans les années 1930 et 1940, n'étaient plus adaptées.

Par ailleurs, l'Amérique s'est rendu compte que, mis à part dans la moitié occidentale de l'Europe, la démocratie avait tout de même beaucoup de peine à se propager dans le monde. Les relations internationales de guerre froide se manifestaient par une rivalité idéologique larvée, par alliés interposés – sphères d'influences, anticolonialisme, course au nucléaire. L'effondrement d'un certain nombre de certitudes, cette « *paix brisée* », selon Richard H. Pells (Pells, 1989), ont, dans les années 1950, conduit certains intellectuels américains à théoriser et à promouvoir la lutte contre le communisme à l'extérieur, et le progrès social à l'intérieur.

LES DIVISIONS INTELLECTUELLES VIS-À-VIS DE L'URSS

Bien qu'Harry S. Truman, au pouvoir de 1945 à 1953, se soit opposé au communisme, il a dû subir les critiques des conservateurs, qui ne le trouvaient pas assez intransigeant vis-à-vis de l'URSS, surtout à partir du tournant de 1948-1949 marqué par le blocus de Berlin et la soviétisation de la Tchécoslovaquie, comme d'une partie de la gauche. H. Truman a déçu beaucoup d'intellectuels : dans leur ensemble, ils lui préféraient la personnalité, très charismatique, de Franklin D. Roosevelt, le vainqueur de la guerre, à qui H. Truman a malgré lui toujours été comparé. Peut-être lui manquait-il surtout les qualités de visionnaire de son prédécesseur. Mais ce qui a surtout attiré sur le président américain les griefs de la gauche, c'est l'inflexibilité, à l'égard de l'URSS, de la « *doctrine Truman* ». En effet, même s'il est vrai qu'aux États-Unis, à la différence de la France, la plupart des intellectuels n'avaient aucune illusion sur la réalité du stalinisme, beaucoup, parmi les *liberals* et les *radicals*, pensaient que les deux pays avaient besoin l'un de l'autre : l'URSS et les États-Unis devaient, selon eux, reprendre le dialogue afin d'éviter toute nouvelle guerre. La *New Republic*, qui était alors la principale revue de vulgarisation intellectuelle de la gauche modérée, encourageait le pouvoir américain à trouver des terrains d'entente avec l'URSS. Mais c'était oublier un peu vite, et

un peu naïvement, que la coopération entre les deux pays pendant la guerre, conditionnée par le combat contre un ennemi commun, l'Allemagne nazie, avait fait long feu.

Du reste, une nouvelle génération d'intellectuels de centre gauche, issus de l'université, avait émergé dans la deuxième moitié des années 1940. Opposés à la ligne éditoriale de la *New Republic*, ils n'affichaient ni sympathie pour l'URSS, ni optimisme vis-à-vis du pouvoir réel de l'ONU. Pour la plupart anciens trotskistes, ils n'avaient pas une foi aveugle dans le libéralisme économique, mais ils estimaient que la gauche traditionnelle américaine était obsolète. Elle devait selon eux impérativement se renouveler pour avoir quelque influence politique. Ils souhaitaient en effet étudier et critiquer la société libérale sur d'autres fronts que celui de l'économie, qui était alors la science sociale moderne par excellence. Surtout, ils rejetaient avec fermeté le stalinisme, dont ils dénonçaient la tyrannie, et les intellectuels organiques du parti communiste. Ils ont ainsi mis en commun leurs idées pour définir une ligne politique consensuelle sur ce que devaient être l'action et la politique américaines pendant la guerre froide, à savoir la défense des institutions et des valeurs américaines, et de la puissance des États-Unis à l'étranger. L'ambition de ces *liberals* anticommunistes était de devenir des experts pour le pouvoir politique et les médias en développant un modèle intellectuel alternatif à celui de l'intellectuel marxiste idéologue.

LA TRADITION AMÉRICAINE DE L'EXPERTISE

La fin du XIX^e siècle avait vu la création des principales universités aux États-Unis, notamment sur la côte Est, qui formait le centre de la vie intellectuelle et culturelle du pays – la *Johns Hopkins University* avait vu le jour en 1876, *Columbia University* en 1881 et la *New York University* en 1886. En outre, depuis les années 1880, les universités américaines avaient connu des évolutions sensibles : nombre d'entre elles étaient devenues un lieu d'épanouissement des sciences sociales, aux dépens de la littérature et de la philosophie. Et la professionnalisation des universitaires américains, amorcée à la fin du XIX^e siècle, s'est poursuivie tout au long du siècle sui-

vant ; les discours sur la société sont devenus plus pratiques, plus empiriques, plus pragmatiques.

Aux États-Unis, l'évolution, depuis la fin du XIX^e siècle, des relations entre champ universitaire, champ politique et espace public pose la question du rôle joué par l'expertise en démocratie, et celle de la définition de l'intellectuel public américain. Dans les années 1890, une première vague de massification de l'enseignement supérieur et l'émergence puis le succès des sciences sociales ont mis à mal le primat de la culture humaniste, au profit d'un savoir pratique et politique. Ainsi, au début du XX^e siècle, l'idée que l'expert, issu de l'université, ait vocation à représenter l'intérêt commun de la société, était désormais dominante. Le philosophe John Dewey, qui voyait toutefois dans la professionnalisation des sciences sociales une menace pour la démocratie, estimait que le savoir universitaire pouvait servir le savoir public, même s'il fallait conserver une distinction entre les deux (Dewey, 1927). Il craignait que les sciences sociales ne soient assimilées à la classe dominante : la philosophie pragmatique qu'il avait élaborée revendiquait au contraire que le savoir soit empreint d'une forte dimension démocratique. Pour J. Dewey, la politique devait pouvoir être considérée comme une recherche en commun de vérités meilleures, pour tous.

Aux États-Unis, la question du rapport entre université et sphère publique – ou politique – et donc celle de l'engagement intellectuel en démocratie n'ont jamais cessé de se poser depuis la fin du XIX^e siècle, et l'expertise est, en un sens, demeurée une tradition – au contraire, par exemple, de la France, comme nous le verrons dans la dernière partie de cet ouvrage.

LES « *NEW YORK INTELLECTUALS* » ET LE RÔLE PUBLIC DE L'INTELLECTUEL ANTICOMMUNISTE

Les membres de la génération d'intellectuels libéraux anti-communistes des années 1950 étaient pour la plupart d'origine modeste ou immigrée et avaient grandi et vécu à New York ; c'était des enfants de la crise de 1929 et certains avaient même pris part à la Seconde Guerre mondiale. Ces *New York intellectuals*

formaient un groupe générationnel plus ou moins homogène par leurs origines sociales, mais aussi religieuses – le judaïsme –, et par leurs caractéristiques scolaires – études de sciences humaines et sociales, souvent jusqu'au troisième cycle, dans les grandes universités publiques de la côte Est des États-Unis. Leur engagement politique était au départ marxiste mais, à la suite de la conclusion du Pacte germano-soviétique, puis du blocus de Berlin et du coup de Prague, ils sont passés au trotskisme puis au socialisme modéré. Parmi eux se trouvaient Sydney Hook, Nathan Glazer, Seymour Martin Lipset ou Irving Kristol – considéré comme le « père » du futur mouvement néoconservateur –, mais aussi Daniel Bell, dont nous reparlerons.

À partir de 1945, la manière dont écrivains et intellectuels envisageaient leur place dans la société a sensiblement évolué. Beaucoup ont profité d'opportunités de carrière, rendues possibles par une conjoncture économique et politique favorable. Et les *New York intellectuals* étaient particulièrement concernés : ils n'ont pas à proprement parler quitté l'université – la plupart y ont enseigné dès la fin de leurs études – mais ils se sont rapprochés de la sphère publique et du champ médiatique, en se tournant par exemple vers l'édition ou le journalisme. Or, non seulement leur capital et leurs positions académiques avaient l'immense avantage d'accroître leur audience auprès du public et des hommes politiques, mais beaucoup prenaient au sérieux leur rôle de porte-parole des idéaux américains dans un monde selon eux de plus en plus menacé par le communisme. Cela explique leur croisade contre l'influence de celui-ci dans la culture et l'éducation dans les années 1960 (Wald, 1987), comme nous le verrons dans le prochain chapitre.

Pour S. Hook, N. Glazer, I. Kristol ou D. Bell, le devoir des *academics* était en effet, plutôt que de s'enfermer dans leurs « tours d'ivoire » universitaires respectives, ou plutôt que de se contenter de comparer, sur le seul plan théorique, les mérites du socialisme et du capitalisme, de publier et de s'exprimer sur le fait que, le monde étant divisé entre la liberté politique et le despotisme, il fallait choisir son camp et se montrer prosélytes. Comprendre la société de leur époque et propager les valeurs américaines de

liberté – de penser, d’agir, d’entreprendre – et de démocratie face au danger communiste, telles étaient les priorités de ces intellectuels libéraux américains. Peu à peu, au cours de la guerre froide, ils ont proposé un retour à une politique pragmatique de Welfare State et une nouvelle orthodoxie en matière de politique étrangère pour laquelle ils ont trouvé une audience en Amérique : « Le pays semblait, de manière paradoxale, plus réceptif à leurs idées qu’à celles d’intellectuels plus autochtones – les libéraux qui avaient évité la bataille anticommuniste » (Pells, 1989, p. 76, nous traduisons).

Par ailleurs, le rôle des intellectuels dans la propagation du marxisme leur semblait une question d’autant plus urgente et concrète que le contexte de guerre froide imprégnait profondément l’Amérique. Leur souci d’être des défenseurs de l’anticommunisme était motivé par leur crainte que l’expansion mondiale du communisme ne menace, outre la démocratie, la liberté de parole intellectuelle elle-même, ce qui ne manquait pas de générer quelques tensions avec les revues et les penseurs américains dont la position « trop à gauche » risquait d’aiguiser ces difficultés. Ils se sentaient donc investis d’une mission en tant que théoriciens, en tant qu’« éclaireurs » du peuple et du pouvoir, et s’engageaient, grâce à des conférences aux États-Unis et à l’étranger, et à des articles dans des revues généralistes, en faveur de la défense des valeurs occidentales.

La guerre froide intellectuelle n’a donc pas épargné les États-Unis, et ce, sans que les anticommunistes soient forcément prisonniers du prisme maccarthyste qui suscitait en réalité une vive répulsion chez la majorité d’entre eux, en particulier chez les *New York intellectuals*. Certains observateurs considèrent du reste que le maccarthysme a été une réaction au pouvoir social croissant des intellectuels dans la société qui, de leur côté, ont saisi cette occasion pour (re)penser leur rôle social (Viltard, 1999). La guerre froide a, comme pour son homologue français, largement contribué à définir l’intellectuel américain.

Des conditions sociales spécifiques et certaines impulsions politiques ont ainsi conduit à l'imposition d'un certain type d'intellectuel dès les années 1950 aux États-Unis, qui souhaitait à la fois être expert politique et éclairer l'opinion, ce qui relie les deux grandes traditions de l'intellectuel public aux États-Unis : celui de la fin du XIX^e siècle et celui théorisé par John Dewey dans l'entre-deux-guerres (Bender, 1993).

L'ÉMERGENCE DES REVUES ANTICOMMUNISTES

Les revues *Commentary* et *Partisan Review* ont accueilli un grand nombre des écrits des intellectuels libéraux anticommunistes. *Partisan Review*, créée en 1934 par le *New York John Reed Club*, très proche du parti communiste, s'est vite détachée de ce dernier, préférant s'engager aux côtés du socialisme et du modernisme artistique. Après la guerre, ses allégeances se sont résumées à des références à Marx, Trotski, Freud ou quelques écrivains européens comme Joyce ou Proust. La revue était alors une voie royale pour les intellectuels qui refusaient le stalinisme comme l'ultra libéralisme, et qui pouvaient y parler de littérature et d'art autant que de politique. Quelques figures éminentes du futur mouvement intellectuel néoconservateur y ont été étroitement associées : Saul Bellow, D. Bell, C. Wright Mills, Arthur Schlesinger, I. Howe, mais des écrivains comme Norman Mailer ou Mary McCarthy y ont également participé. *Partisan Review* a été l'une des revues qui ont le plus proclamé l'indispensabilité des intellectuels, notamment en ouvrant ses colonnes à un grand nombre de contributeurs différents.

Quant à *Commentary*, qui était financée par l'*American Jewish Committee* – l'une des principales organisations de défense de la culture juive aux États-Unis –, elle a paru pour la première fois en 1945. N. Glazer et I. Kristol étaient membres de la direction avant d'en devenir, à tour de rôle, directeurs de publication. *Commentary* souhaitait encourager la critique sociale et donner la parole aux écrivains et intellectuels américains. La revue s'est par ailleurs ouverte très tôt aux sciences sociales, sous l'autorité de N. Glazer. Le public de *Commentary* était la classe moyenne cultivée ; aussi